Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 NOVEMBRE 1897.

BUDGETS DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1898 (1).

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

EXPOSÉ GÉNÉRAL.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de soumettre à la Législature les amendements proposés par le Gouvernement à divers projets de Budgets pour l'exercice 1898, ainsi qu'un nouveau projet de Budget des Voies et Moyens. Celui-ci, qui remplace le projet de Budget primitif, contient certaines dispositions d'ordre fiscal en matière de droits de douane et d'accise, de taxes et de péages; elles font l'objet du Titre I^{er} du projet de loi.

En tenant compte des amendements, l'ensemble des projets de Budgets permet d'établir comme il suit le bilan présumé de l'exercice 1898 :

Montant des évaluations de recettes . . . fr.	422,030,348 40
— prévisions de dépenses . . .	421,319,854 26
Soit un excédent de recettes de . . . fr.	710,494 14

(1) Budgets, n° 102, I à XIV. (Session de 1896-1897.)

REPORT.	. fr.	8,357,500	»	300,000	»
ART. 10. — Hypothèques . . .		»		30,000	»
» 11. — Successions . . .		»		400,000	»
» 12. — Timbre		200,000	»	»	
» 17 (ancien). — Routes appartenant à l'État . . .		»		5,000	»
» 19 (1). — Chemin de fer . .		25,500,000	»	»	
» 20 (1). — Télégraphes et téléphones		120,000	»	»	
» 21 (1). — Postes		187,750	»	»	
» 29 (1). — Revenus des domaines		1,500	»	»	
» 35 (1). — Produits des droits de pilotage		100,000	»	»	
		34,466,750	»	735,000	»
AUGMENTATION.	. fr.	33,731,750	»		

Ces augmentations et ces diminutions, de même que celles proposées aux projets de Budgets des dépenses, sont justifiées dans une note explicative qui se trouve en tête de chaque projet de Budget.

Ainsi qu'on le remarquera, le projet de Budget des Voies et Moyens, celui de la Dette publique et celui du Ministère des Chemins de fer subissent d'importantes augmentations, qui sont en majeure partie la conséquence de la reprise par l'État des chemins de fer Grand-Central et Liégeois-Limbourgeois, ainsi que des lignes d'Anvers-Gand et d'Eecloo-Gand. L'augmentation de charges résultant du rachat de ces voies ferrées est compensée par une augmentation de recettes, le domaine productif de l'État s'étant accru dans de très notables proportions.

L'exposé des motifs des projets de loi de rachat, ainsi que la

(1) Les articles 19, 20, 21, 29 et 35 correspondent aux articles 20, 21, 22, 30 et 36 du projet de Budget primitif.

discussion au sein des Chambres, ont, d'ailleurs, mis en relief les avantages que présente à tous les points de vue la reprise des concessions dont il s'agit.

AMORTISSEMENT.

Il est établi, dans l'Exposé général du Budget de 1898 (pages 4 et 5 du document n° 102), que les fonds d'amortissement portés au projet de Budget primitif de la Dette publique pour 1898 s'élevaient à fr. 7,017,522 »

Cette somme se décompose comme il suit :

<i>Fonds d'amortissement proprement dits</i> (art. 5, 6 et 7 du Budget primitif de la Dette publique)	fr. 4,499,777 26
Amortissement en douze années du capital payé en 1897 pour le <i>Rachat des annuités dues du chef de la reprise des réseaux téléphoniques</i> (art. 19 du même Budget) .	688,344 74
Amortissement compris dans les <i>annuités inscrites</i> aux articles 12 à 18 du même Budget	1,829,400 »
	<hr/>
ENSEMBLE.	fr. 7,017,522 »
	<hr/>

Par suite des modifications apportées au projet de Budget de la Dette, la somme de 7,017,522 francs s'accroît des fonds d'amortissement compris dans les crédits ouverts par les articles 8 et 9 du Budget amendé.

L'article 8 se subdivise de la manière suivante :

A. Service des intérêts et de l'amortissement des obligations à 3 % émises ou à émettre en représentation du *prix de rachat des lignes* d'Anvers-

A REPORTER. fr. 7,017,522 »

REPORT. . . . fr. 7,017,522 »

Gand, d'Eccloo-Gand, du Grand-Central et du
Liégeois-Limbourgeois . . . fr. 6,834,483 12

B. Remboursement des obligations
émises par les sociétés conces-
sionnaires, ou service de ces titres
par le Trésor 4,304,826 25

ENSEMBLE . . fr. 11,139,309 37

soit, en chiffres ronds . . . fr. 11,140,000 »

Voici la décomposition de ces sommes :

	INTÉRÊTS :	AMORTISSEMENT :
Fr. 6,834,483 12	6,407,327 92	427,155 20
4,304,826 25	3,322,326 25	982,500 »
		<u>Fr. 1,409,655 20</u>

De son côté, la somme de 2 mil-
lions 240,000 francs qui figure à
l'article 9 sous la rubrique « Inté-
rêts, amortissement et frais des capi-
taux à emprunter pendant les années
1897 et 1898, à l'effet de pourvoir
aux dépenses sur ressources extra-
ordinaires », se décompose ainsi :

INTÉRÊTS :	AMORTISSEMENT :
2,100,000 »	140,000 »

ENSEMBLE. . . fr. 1,549,655 20

Les fonds d'amortissement prélevés sur les
ressources ordinaires et portés au Budget amendé
de la Dette publique pour 1898 s'élèvent donc _____
ensemble à. fr. 8,567,177 20

RÉFORME BUDGÉTAIRE.

A différentes reprises, le Gouvernement, exposant ses vues à la Législature au sujet de la réforme introduite graduellement à partir de 1895 dans la comptabilité budgétaire, a fait connaître que, dans sa pensée, cette réforme devait avoir pour résultat final :

1° L'incorporation dans le Budget ordinaire, de toutes celles des dépenses portées naguère au Budget extraordinaire qui n'ont pas pour objet d'accroître l'outillage économique de la nation ;

2° La reprise de l'action de l'amortissement ;

3° Le remboursement de la dette flottante.

Le projet de Budget pour l'exercice 1898, tel qu'il est amendé, montre que la réforme reçoit actuellement son entière application.

D'une part, en effet, il contient pour les différents Départements ministériels — celui de la Guerre compris —, sous la rubrique *Dépenses exceptionnelles*, des crédits à concurrence de fr. 10,004,939 pour couvrir l'ensemble des dépenses non permanentes qui ne sont pas directement productives (¹).

En second lieu, des crédits pour l'amortissement, à concurrence de fr. 8,567,177 20 dont le décompte est établi plus haut, sont portés au Budget de la Dette publique; la partie de ces crédits qui correspond à la dotation d'amortissement de la Dette, soit fr. 5,755,277 20 (²), sera portée en recette au Budget extraordi-

(¹) Non compris les dépenses de même nature (réfection extraordinaire de la voirie et amélioration du casernement) qui seront imputées en 1898 sur les fonds spéciaux et temporaires de 10 et 20 millions créés par les lois des 28 juin 1896 et 9 août 1897, lesquels sont eux-mêmes alimentés par le Budget ordinaire.

(²) Ce chiffre de fr. 5,755,277 20 se décompose comme il suit :

Art. 5, 6 et 7 du Budget	fr. 4,499,777 26
— 8 du Budget	427,155 20
— 9 —	140,000 »
— 19 —	688,344 74
TOTAL ÉGAL.	fr. 5,755,277 20

naire en déduction des sommes à demander à l'emprunt, pour autant qu'elle ne puisse, à raison de l'élévation des cours au-dessus du pair, être utilisée en rachats de titres.

Enfin, en ce qui concerne la Dette flottante, on se rapporte à l'Exposé général du projet de Budget primitif pour l'exercice 1898, dont le paragraphe final s'exprime comme il suit :

« Les bons du Trésor, s'élevant ensemble au capital de
» 20 millions de francs, qui ont été émis en 1886 et en 1887,
» ont été remboursés en 1896 ; le Trésor n'a donc plus de Dette
» flottante. »

Le Ministre des Finances,

P. DE SMET DE NAEYER.

(8)